

## La production des articles de sport

# Fairness partout ?

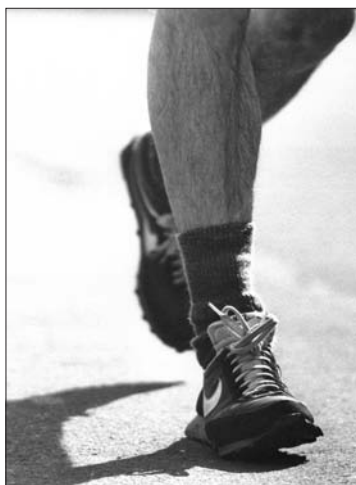
La coupe du monde approche et nombreux sont ceux qui suivront les matchs et commenteront les résultats. Lors de ces rencontres, le mot "fairness" est souvent évoqué. Il fait plutôt référence au comportement des joueurs sur le terrain de jeu. Les cartes jaunes et rouges par exemple représentent un moyen pour sanctionner toute agression. La réalité montre cependant que plus la pression de gagner est grande, plus le succès prime sur l'invulnérabilité de l'adversaire.

Cette équation vaut également dans la production des articles de sport. Plus la pression du gain augmente, plus les droits des travailleurs sont piétinés. Le sport est un commerce global très dur avec des gagnants et des perdants. L'exemple de la chaussure de sport est parlant. Entre 1989 et 1996, le chiffre d'affaires cumulé des trois premières marques mondiales de chaussures – Nike, Adidas et Reebok – a augmenté de 193%. Les perdants se trouvent à l'autre bout de la chaîne, dans les pays pauvres du Sud, employés dans l'industrie des articles de sport, et qui sont soumis à des conditions de travail inhumaines et pour des salaires de misère.

Dans les années 1970, avec le début de la consommation de masse et la pression pour réduire les coûts, l'idée de la délocalisation est née. Et depuis, elle a fait son chemin. D'abord vers les zones franches de l'Asie et ensuite vers les Maquilas de l'Amérique latine, toujours à la recherche d'une main d'œuvre de moins en moins chère.

La recherche, le design, le marketing se font toujours au Nord tandis que la production s'est déplacée vers le Sud, dans des entreprises qui n'appartiennent même plus aux multinationales du Nord. Les commandes passent par des

intermédiaires asiatiques qui laissent fabriquer dans des entreprises qui ne respectent pas les lois de travail nationales et encore moins celles de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Des salaires en dessous du minimum national, des heures supplémentaires non-indemnisées, des suppressions de congé, des agressions verbales et sexuelles, l'interdiction de syndicats... autant d'injustices que les salariés doivent sup-



porter. Autant de raisons pour les multinationales du Nord de détourner leur regard de leurs sous-traitants.

L'exemple des ballons de football est flagrant : 80% de la production mondiale provient de Sialkot, une ville de 500.000 habitants, située au nord-est du Pakistan. 25.000 personnes travaillent pour cette industrie, dont environ 7.000 enfants. Ces familles font partie des familles les plus pauvres de la région. Cousus à la main, l'agilité des mains d'enfants est appréciée dans la production de ballons. Tandis que, dans la production de chaussures ou de vêtements de sport, c'est le productivisme industriel poussé à l'extrême qui règne. L'ensemble des chaussures de Nike est pro-

duit en Asie : deux tiers en Indonésie et en Chine, le reste en Corée du Sud, Thaïlande, Taiwan et Vietnam.

### Quand les consommateurs se réveillent...

Dans les années 1990, les Organisations non-gouvernementales (ONG), et avec elles les consommateurs, se réveillent et font pression sur les multinationales à coups d'actions médiatiques. Avec succès, puisque l'image des entreprises s'effrite et les appels au boycott sont suivis massivement.

Les conséquences sur les travailleurs concernés étaient incontrôlables et même désastreuses étant donné que beaucoup de personnes, et surtout des enfants, ont perdu leur emploi sans espoir de trouver une autre source de revenu pour la famille.

Commence alors l'époque des codes de conduite, qui imposent aux fournisseurs de tenir compte des droits des travailleurs, d'après les critères définis par l'OIT. En 1996, la FIFA et le syndicat ICFTU élaborent ensemble un code de conduite, mais qui n'engage pas les entreprises et dont le respect des différents points n'est pas assuré. Les grandes marques rédigent également des codes de conduite sociaux qu'elles soumettent à leurs fournisseurs. Mais le contrôle du respect de ces codes est contesté par les organisations non-gouvernementales, qui insistent sur le fait que les contrôles ne sont pas effectués par des personnes indépendantes.

Dans le secteur de la production de ballons de football, une convention a été signée au printemps 1997 entre l'OIT, l'UNICEF et la Chambre de Commerce de Sialkot, appelée "Atlanta-Agreement". Elle a été ratifiée par 15 entreprises seulement. Elle prévoyait

entre autres l'élimination du travail des enfants en 18 mois. La réalité a montré que cette convention est trop axée sur le travail des enfants et sur leur éducation, et pas assez sur le revenu de la famille. Même si les conditions de travail se sont quelque peu améliorées dans les ateliers, où seuls les hommes ont accès, leur maigre revenu n'est toujours pas suffisant pour nourrir une petite famille. En enlevant le revenu supplémentaire issu du travail à la maison des femmes et des enfants, la situation des familles s'est empirée. L'interdiction pure et simple du travail des enfants ne résout pas les problèmes, il faut proposer d'autres alternatives aux familles.

Le dernier rapport sur les conditions de travail des salariés des fournisseurs de Nike et Adidas en Asie date de mars 2002. Publié par quelques organisations internationales, dont la Clean Clothes Campaign, le rapport de Timothy Connor se base sur des entretiens réalisés à l'extérieur des usines. Ce qui n'est pas le cas pour l'enquête réalisée en 2001 par Global Alliance, une organisation indépendante, créée sur initiative de Nike en partenariat avec la Banque Mondiale, et dont le but est d'étudier les conditions de travail dans le monde. Les salaires des travailleurs demeurent insuffisants pour nourrir une petite famille ; ils n'ont toujours pas le droit de créer des syndicats et ils continuent à travailler sous des conditions dangereuses et déshonorantes.

Ceci montre que les efforts pour rendre publique la situation des travailleurs dans le Sud et pour faire bouger les multinationales sont nombreux. On ne peut pas dire que rien n'a été fait ces dix dernières années, mais pour la plupart des salariés le quotidien n'a pas beaucoup changé. Sauf pour les Pakistanais employés par Talon Sports, une petite entreprise pakistanaise, qui produit pour le commerce équitable. Les salaires payés dans les ateliers suffisent pour subvenir aux besoins d'une famille. Etant donné que les hommes et les femmes ne peuvent pas travailler ensemble au Pakistan, des ateliers pour les femmes ont été créés. Le seul inconvénient est que les commandes ne se développent pas, limitant ainsi le nombre de travailleurs pouvant participer à cette initiative.

Même si ce sont uniquement les articles de sport qui ont été visés dans ces propos, il ne faut pas oublier que les multinationales du sport font travailler, en Asie ou en Amérique latine,

les mêmes sous-traitants que les entreprises du textile et du jouet.

**Delfina Beirão**

*Animatrice-Coordnatrice du Service d'Appui Éducation au Développement*

## Un coup de sifflet dans deux lycées pour le Fair Play dans les domaines du sport, de l'économie et de la politique

La Coupe du Monde 2002, une bonne occasion pour aborder les thèmes tels que le travail des enfants dans le Sud, les conditions de production des articles de sport, les produits issus du commerce équitable, les inégalités entre le Nord et le Sud, etc...

Cet événement mondial servira de prétexte pour éveiller l'intérêt des élèves des lycées techniques de Dudelange et de Pétange pour les pays du Sud et pour les inciter à analyser les interdépendances Nord-Sud.

L'idée de base est d'organiser en fin d'année scolaire un tournoi de Kicker, qui a été préparé tout au long du 3<sup>e</sup> trimestre. Les classes participantes choisiront au début du trimestre les différentes équipes de la " World Cup " qu'elles désirent représenter. Pendant le trimestre, ces élèves auront le temps de mieux connaître le ou les pays qu'ils incarnent et de préparer ensemble cette fête multiculturelle. En résumé: il s'agit de profiter de la coupe du monde en organisant un tournoi de Kicker dans le bâtiment et de saisir ainsi l'occasion pour faire connaître aux élèves la situation économique, sociale et politique des pays participants, le travail des enfants dans la confection d'articles de sport, les conséquences du tourisme, les relations économiques entre pays, le commerce équitable, etc.

Voici les activités proposées pendant le trimestre ou le tournoi :

- expositions sur les différents pays ou continents ;
- proposition de workshops préparés par les partenaires organisateurs (SAEDEV, ASTM, Transfair) : travail des enfants, production de ballons de football, confection d'habits, commerce équitable, enfants-soldats du Sud, etc. ;
- invitation de joueurs ou entraîneurs luxembourgeois pour lancer le début du tournoi et/ou pour remettre les prix ;
- mise en place du terrain avec des publicités, élaborées par les élèves, pour promouvoir le commerce équitable et la confection de ballons de football sans travail des enfants ;
- constitution de fan-clubs et réalisation de t-shirts spécifiques aux pays ;
- représentations artistiques et sportives entre les matches ;
- stand de vente avec des produits du commerce équitable – en espérant que ces produits continueront à être vendus dans le lycée après le tournoi ;
- rédaction d'un journal par les élèves pour rendre compte de l'état d'avancement du projet et de la journée du championnat ; ce groupe peut également prendre en main la diffusion de ce projet dans la presse nationale.

L'objectif de ce projet est simple : partir des intérêts des jeunes – qui ne seront pas épargnés par la fièvre de la " World Cup " - pour aboutir à une participation active et créative aux débats sur le développement.

Organisateurs : Service d'Appui Éducation au Développement, Action Solidarité Tiers Monde, Transfair Minka en collaboration avec le SPOS des deux établissements scolaires